



COMMUNIQUÉ

02-06-2026

La Ville de Besançon salue l'arrêté préfectoral interdisant la conférence de Salah Hamouri prévue le 4 juin 2026 au Centre Nelson Mandela

Ludovic FAGAUT, Maire de Besançon, et l'ensemble de la majorité municipale, saluent avec gravité et détermination la décision de M. le Préfet du Doubs d'interdire la conférence-débat prévue le 4 juin prochain au Centre Nelson Mandela. Cette décision, indispensable au maintien de l'ordre républicain, rappelle que la liberté d'expression, socle de notre démocratie, ne saurait servir de paravent à la haine, à la discrimination ou à la violence.

La majorité municipale tient à préciser que la mise à disposition de cette salle municipale ne relève pas d'un choix de la majorité actuelle. La demande, déposée, instruite et validée sous la précédente mandature, aurait aujourd'hui été refusée sans hésitation par notre équipe municipale attachée à la défense des valeurs fondamentales de la République. Besançon est une ville de dialogue, de respect et de vivre-ensemble : ses équipements publics doivent incarner ces principes, et non offrir une tribune à ceux qui cherchent à les saper.

La liberté d'expression est un droit sacré, mais elle s'arrête là où commencent l'incitation à la haine et la négation de la dignité humaine. Comme le dispose la loi, provoquer à la discrimination, à la haine ou à la violence en raison de l'origine, de l'appartenance ethnique, nationale, raciale ou religieuse est un délit. C'est aussi une trahison des idéaux qui unissent notre pays.

Ludovic FAGAUT, avec sa majorité, réaffirme avec force que les lieux publics bisontins resteront des espaces de débat apaisé, de culture et de citoyenneté. Ils ne seront jamais des caisses de résonance pour les discours qui divisent, humilient ou menacent la cohésion nationale. La République se défend, et Besançon en est un rempart.

En coordination étroite avec les services de l'État, la Ville veillera à l'application stricte de cette décision préfectorale, garante de la sécurité de tous et de l'intégrité de nos valeurs communes.